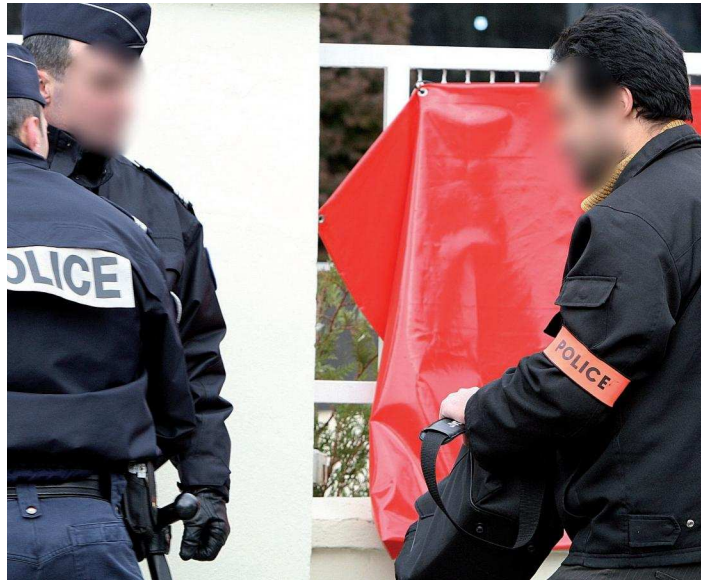


Les attermoissements de la DDSP 80

Nos collègues de la Somme exaspérés

Malgré ses bons résultats, le département de la Somme n'est apparemment pas, ou plus, dans les "petits papiers" du ministère de l'Intérieur.

L'Administration centrale semble oublier les policiers picards. Nous en voulons pour preuves les dossiers récurrents, "montés" localement par notre organisation syndicale. À cet égard, en matière de conditions de travail, plus particulièrement de locaux de police, la situation dans la Somme est devenue, purement et simplement, intolérable. Ce sont d'abord nos collègues qui le subissent au quotidien. Leur sentiment d'inégalité de traitement est décuplé par les promesses stériles d'une Administration "girouette". Les attermoissements de celle-ci finissent par porter un préjudice certain, à la qualité même du service public dû à nos concitoyens picards. Pour mémoire, on citera la période 1995-1999, et le projet ubuesque de construction du nouveau commissariat d'Albert. La première pierre a été posée officiellement... à deux reprises! Et aucune suite n'y a été donnée. En septembre 2003, le projet a même été complètement abandonné. Dans le cadre du redéploiement police-gendarmier, le commissariat existant a été purement et simplement fermé.



Locaux inadaptés

SOMME toute, que de temps passé et d'argent inutilement dépensé, au grand dam du contribuable albertin! Que dire encore du projet de réhabilitation des locaux du commissariat d'Abbeville? Après de multiples balbutiements, l'Administration se décide à entamer le projet. Elle prévoit de reloger l'ensemble du personnel, durant les deux années prévues de travaux de réfection, dans un bâtiment loué au tarif de 3 000 euros par mois. Au final, au moment où les budgets sont enfin accordés, ils sont réaffectés, in extremis, à la construction d'un centre de rétention administratif dans l'Oise. SOMME toute, on en arrive à la cessation totale du projet, avec des retombées sur les conditions de travail pour les policiers, et sur l'accueil pour la popula-

tion d'Abbeville. Celui-ci reste toujours aussi indigne pour ce début de siècle! Pire: les locaux ne sont plus du tout adaptés aux normes de sécurité en vigueur. Ils ont été le théâtre, cette année, de deux évasions de gardés-à-vue et d'une tentative. À Amiens, préfecture de la région de Picardie, nos collègues du commissariat central ne comptent plus le nombre de projets de construction d'un nouvel Hôtel de police. Ils ont été émaillés de choix de terrains et autres sondages géologiques, avec des reports incessants de décisions, qui ne débouchent sur rien. Sans compter la "fébrilité", voire l'immobilisme de certains élus locaux.

Catastrophe annoncée

Ce qui est encore plus inquiétant dans la peinture réaliste de ce funeste tableau, c'est que de nouveaux paramè-

tres viennent encore assombrir l'avenir précaire des collègues picards. En l'occurrence, il s'agit du départ, massif et programmé, d'ici à août 2011, de 24 adjoints de sécurité pour lesquels l'Administration n'a pas pu – ou su – assurer le "devenir" dans notre institution. On y ajoutera les fermetures des TGI de Péronne et d'Abbeville, qui vont générer une augmentation de 40 % de la charge de travail, dans les services judiciaires du TGI d'Amiens. Il en résultera autant de transports, de transferts, de missions de "police d'audience", et autres "heures fonctionnaires", souvent assurées dans des conditions de sécurité douteuses, par un effectif policier indigent. SOMME toute, faute de réaction rapide, la chronique d'une catastrophe annoncée sera bientôt avérée! Pour l'heure, la direction départementale de la sécurité publique de la Somme n'a pas fourni de réponse probante aux questions que nous lui avons posées. Alliance Police Nationale met en garde l'Administration sur les conséquences désastreuses qu'entraînerait sa persistance à ne pas agir, dans le cadre des renforts d'effectifs et de recentrage des missions sur le cœur de métier!

Olivier BERTON

Chargé de mission nationale pour l'investigation